

# [ DÉCRYPTAGE ]

LA RÉVOLTE DES TOUAREGS AU MALI



Par Erwan Le Balle

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES  
IHEDN

## À PROPOS DE L'ARTICLE

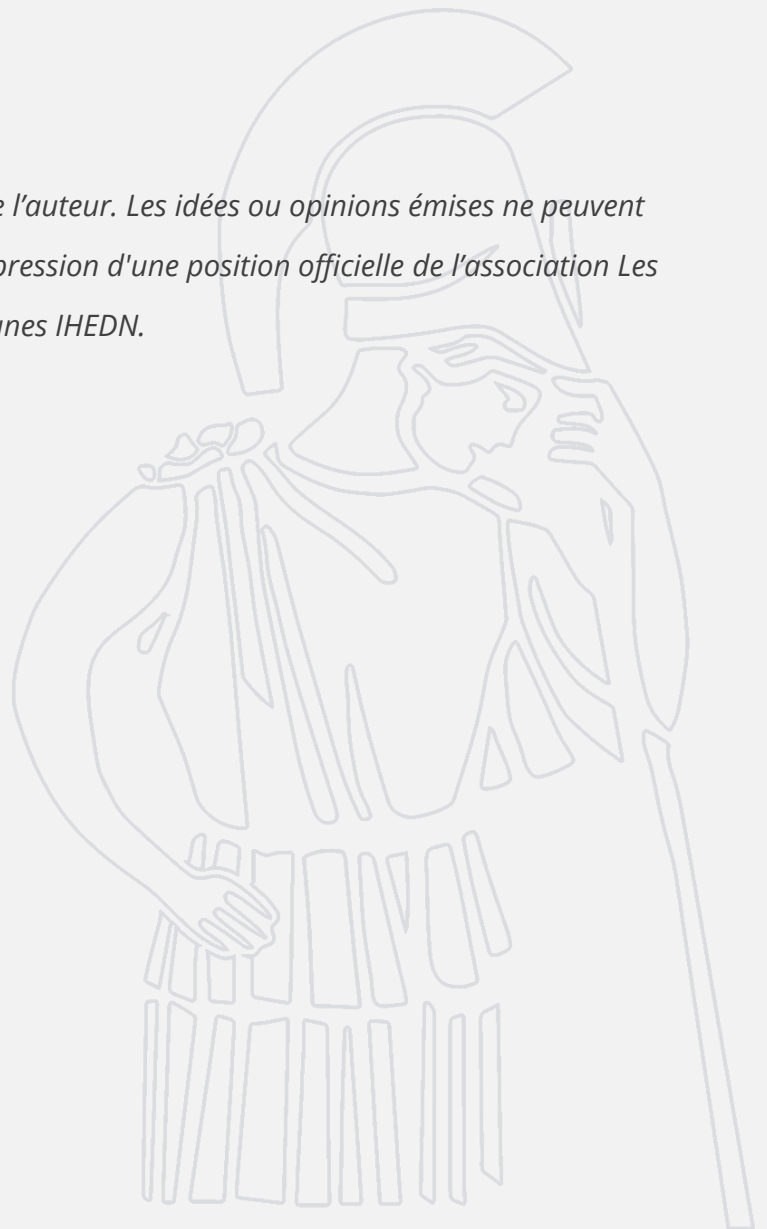
L'article traite de la première phase de recrudescence du conflit armé entre les groupes indépendantistes du Nord-Mali et le pouvoir central de Bamako. Le texte se concentre sur le contexte de la guerre, décrit les premières batailles et met en lumière leurs enseignements.

## À PROPOS DE L'AUTEUR



**Erwan LE BALLE** est un étudiant en première année à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Il est intéressé par l'actualité géopolitique et politique dans l'Afrique de l'Ouest et en particulier par les questions de sécurité, de l'islamisme et du terrorisme.

*Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.*



Le 22 septembre 2023, à l'occasion du discours à la nation pour l'anniversaire de l'indépendance malienne, le colonel Assimi Goïta, à l'origine président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) regroupant les putschistes de 2020, et depuis 2021, président par intérim de la transition (régime d'exception censé organiser des élections), déclarait veiller au « *déploiement effectif des forces de défense et de sécurité [...] sur l'ensemble du territoire national* ». Un processus qui « *ne saurait se finaliser sans contrainte* »<sup>1</sup>. Il devient clair que pour Bamako, la priorité est donnée aux armes, face aux tensions opposant l'État et les rebelles du Nord-Mali. De son côté, le Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD), est une coalition de mouvements politiques et militaires du Nord-Mali, regroupant notamment la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) qui parlait de « *temps de guerre* », et de « *mobilisation générale* »<sup>2</sup>, incitant les populations de l'Azawad à se rendre sur le terrain pour contribuer à l'effort de guerre. L'Azawad, nom donné à un territoire d'environ 820 000 km<sup>2</sup> situé dans le nord du Mali, abrite selon le dernier recensement de 2009 près d'1,3 million d'habitants, dont une importante proportion de Touaregs. L'Azawad est revendiqué par les différentes rébellions touarègues, lesquelles ont déclaré l'indépendance de l'Azawad en 2012. La nouvelle phase de crise entre le pouvoir central et les rebelles s'inscrit dans un contexte sécuritaire déjà dégradé. En effet, les attaques contre des civils au Mali ont connu une augmentation de 38 % en 2023 par rapport à la même période en 2022 selon les données de l'*Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED)<sup>3</sup>. Pour comprendre l'embrassement des relations entre les rebelles de l'Azawad et le pouvoir malien, nous présenterons dans un premier temps la fin de l'accord d'Alger et la libération des camps par la MINUSMA (Mission de maintien de la paix des Nations Unis au Mali) pour ensuite présenter la reprise malienne des villes du Nord-Mali. Enfin, nous terminerons en présentant les points saillants de ces affrontements.

---

<sup>1</sup> GOÏTA, Assimi. « Le Mali recouvrera sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Discours de la célébration du 63e anniversaire du Mali ». *Abamako News* [en ligne], 21 septembre 2023. Disponible sur : <http://news.abamako.com/h/287246.html>.

<sup>2</sup> « Au Mali, les ex-rebelles du nord déclarent être "en temps de guerre" avec la junte ». *France24* [en ligne], 12 septembre 2023 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/afrique/20230912-au-mali-les-ex-rebelles-du-nord-declarent-etre-en-temps-de-guerre-avec-la-junte>.

<sup>3</sup> « Fact Sheet: Attacks on Civilians Spike in Mali as Security Deteriorates Across the Sahel ». *Armed Conflict Location & Event Data Project* [en ligne], 21 septembre 2023 [Consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://acleddata.com/2023/09/21/fact-sheet-attacks-on-civilians-spike-in-mali-as-security-deteriorates-across-the-sahel/>.

## L'enterrement de l'accord d'Alger

L'accord d'Alger signé en 2015 reposait principalement sur deux choses : la réaffirmation de l'intégrité territoriale du Mali et le vœu d'une décentralisation donnant une très large autonomie à toutes les régions du pays. L'accord proposait une meilleure représentation des populations du nord dans toutes les instances nationales et statuait sur le désarmement et la réinsertion des anciens combattants dans l'armée. Mais très vite, l'accord a eu du plomb dans l'aile. Les oppositions ont refait surface à la fois entre les peuples du nord mais surtout entre le gouvernement central et les membres signataires, en particulier depuis le coup d'État d'Assimi Goita en 2021. En décembre 2022, les groupes armés signataires avaient suspendu leur participation aux mécanismes de mise en œuvre de l'accord d'Alger, déplorant « *l'absence persistante de volonté politique* »<sup>4</sup> de la junte au pouvoir de le maintenir. Cette décision prenant effet « *jusqu'à la tenue d'une réunion avec la médiation internationale en terrain neutre, afin de statuer sur l'avenir dudit "accord"* ». En janvier, Bamako déclinait les propositions de la médiation internationale. Deux mois plus tard, les choses s'étaient aggravées avec la révélation d'un courrier confidentiel entre la diplomatie algérienne (chef de file de la médiation internationale) et le ministre malien de la Réconciliation, le colonel Ismaël Wagué<sup>5</sup>. Dans ce courrier, le colonel qualifiait la CMA « *[d'ennemie] de la paix* » et accusait les ex-rebelles de violer les accords. Le 25 janvier 2024, à la télévision nationale malienne, le pouvoir militaire malien annonçait la « *fin, avec effet immédiat* » de l'accord de paix d'Alger. Le lieutenant-colonel Abdoulaye Maïga<sup>6</sup>, ministre de l'administration territoriale, justifia cette décision par « *le changement de posture de certains groupes signataires de l'accord (...) devenus des acteurs terroristes* » ainsi que par « *les actes d'hostilité et d'instrumentalisation de l'accord* » auxquels s'était selon lui

---

<sup>4</sup> BACHÉ, David. « Mali : les groupes armés suspendent leur participation aux instances de suivi de l'accord d'Alger ». *RFI* [en ligne]. 23 décembre 2022 [consulté le 15/10/2024]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20221223-mali-les-groupes-armés-suspendent-leur-participation-aux-instances-de-suivi-de-l-accord-d-alger>.

<sup>5</sup> Le colonel Ismaël WAGUÉ est le ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et de la Réconciliation nationale. Il est chargé de reconstruire le dialogue national malien, notamment avec les peuples du nord. Il fut l'un des instigateurs du coup d'État de 2020 et le porte-parole de la junte.

<sup>6</sup> Le lieutenant-colonel Abdoulaye MAÏGA est ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ainsi que porte-parole du gouvernement, ayant étudié en Algérie, en France et au sein des institutions de la CEDEAO.

livré Alger. Après huit années d'un cessez-le-feu fragile, la junte provoqua la guerre en août 2023 en attaquant des positions de la CMA au nord.

## Le retrait de la MINUSMA cristallisant les tensions

La MINUSMA fut créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité, le 25 avril 2013 et avait pour tâches : la sécurité, la stabilisation et la protection des civils, l'appui au dialogue politique et à la réconciliation nationale. De plus, elle avait pour mission de permettre le rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, la reconstruction du secteur de la sécurité malienne, la promotion et la protection des droits de l'homme ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire. Mais avec l'aggravation des conditions sécuritaires et le putsch de 2021, la mission onusienne s'est vue reprocher son impuissance par les populations et leurs dirigeants. Des tensions entre le pouvoir et la mission se sont alors manifestées, notamment autour des sujets des autorisations de vol et des enquêtes sur le respect des droits humains, auxquelles la junte au pouvoir faisait barrage. En mai 2023, la MINUSMA publia un rapport accusant l'armée malienne et des combattants « étrangers » d'avoir exécuté au moins 500 personnes lors d'une opération présumée anti-djihadiste à Moura en mars 2022<sup>7</sup>. C'est pourquoi le 30 juin 2023, à la suite d'une lettre du Gouvernement de transition du Mali adressée au Président du Conseil de sécurité et demandant le retrait sans délai de la MINUSMA, le Conseil de sécurité décida de mettre fin au mandat de celle-ci. La Mission doit alors cesser ses activités, retirer son personnel et rendre le contrôle de ses camps aux autorités maliennes avant l'échéance du 31 septembre 2023<sup>8</sup>. Ce retrait s'annonçait périlleux du fait des dissensions politiques entre les autorités maliennes et les mouvements signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali au sujet de la remise des camps du Nord-Mali aux autorités de la transition. En effet, les rebelles considèrent que certaines villes du Nord-Mali telles que Ber ou Kidal sont des zones d'influences garanties par l'accord d'Alger. Par conséquent, la

---

<sup>7</sup> « Mali : des militaires maliens et "étranger" auraient exécuté 500 personnes en 2022 à Moura ». *ONU* [en ligne], 12 mai 2023 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://news.un.org/fr/story/2023/05/1135077>.

<sup>8</sup> « Mali : la Minusma accélère l'évacuation de son camp de Kidal ». *RFI* [en ligne], 26 octobre 2023 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231026-mali-la-minusma-accelere-l-evacuation-de-son-camp-de-kidal>.

MINUSMA se trouve accusée de transmettre les camps à l'armée et de violer les accords de paix. Juridiquement, l'accord sur le statut des forces de la MINUSMA signé avec Bamako stipule qu'une base remise par les autorités du pays hôte revient, au départ de la mission, aux autorités du pays hôte.

## La reprise progressive des villes du Nord-Mali par l'armée malienne

Les premiers combats se déroulèrent le 11 août dans la ville stratégique de Ber, servant de porte d'entrée vers la rivière et le désert. Les Forces Armées Maliennes (FAM) furent repoussés par les forces armées de la CMA qui notèrent la présence des miliciens wagnériens dans les rangs des FAM et dénoncèrent une « *violation de tous les engagements et arrangements sécuritaires* ». Le lendemain, la Coordination des Mouvements de l'Azawad fut chassée par les bombardements pendant que les casques bleus burkinabés évacuèrent le camp de la MINUSMA, trois jours avant la date prévue. Le camp fut investi par l'armée malienne dans la journée du 13 août. Les batailles suivantes se déroulèrent dans le hub logistique de Bourem, carrefour des routes menant à Kidal depuis Tombouctou et Gao puis dans la ville de Léré. Dans ces deux localités, les rebelles attaquèrent et prirent possession des camps militaires et des armes qui s'y trouvaient avant de se replier derrière des moyens anti-aériens. Après le repli des rebelles à cause de l'aviation, les forces armées maliennes récupérèrent les camps. Il faut d'ailleurs noter que pendant les combats de Léré, un L39 fut abattu et s'écrasa et un autre fut forcé d'atterrir<sup>9</sup>. Début novembre, les FAM commencèrent à frapper la ville de Kidal et l'ancien camp de la MINUSMA à l'aide de drones TB2 partant de la base d'Anéfis. Ces frappes redoutables contre les véhicules des rebelles n'épargnèrent pas les civils et des bombes tombèrent près d'une école. Selon des sources contactées par RFI, il y aurait eu au moins une dizaine de morts civils, dont plusieurs enfants<sup>10</sup>. Après des combats dans la vallée

<sup>9</sup> Inkinane [en ligne]. X, 17 septembre 2024 [14/10/2024]. Disponible sur : <https://x.com/Inkinane1/status/1703482506014556448>.

<sup>10</sup> BACHÉ, David. « Mali: au moins une dizaine de morts, dont des enfants, dans des frappes de drone de l'armée à Kidal ». RFI [en ligne], 7 novembre 2023 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/en-bref/20231107-mali-au-moins-une-dizaine-de-morts-dont-des-enfants-dans-des-frappes-de-drone-de-l-armée-à-kidal>.

d'Alkit, l'armée malienne prit le contrôle de la ville de Kidal. Les rebelles battirent en retraite en direction du nord et confirmèrent dans un communiqué s'être retirés de la ville « *pour des raisons stratégiques* ». Selon le discours de la junte au pouvoir, la ville de Kidal a été récupérée exclusivement par les FAM. Nous ne trouvons aucune mention des supplétifs russes ou même des « *instructeurs* » alors que les mercenaires ont joué un rôle déterminant dans la reprise de Kidal, comme en témoigne la vidéo du drapeau wagnérien hissé au sommet du fort de Kidal. Enfin, la prise de Kidal arbore aussi une réalité régionale. Comme le remarque RFI, les soldats maliens ont « *bénéficié de moyens militaires mis à disposition par leurs alliés du Niger et du Burkina Faso* ». Ainsi, le Niger aurait prêté un avion-cargo et possiblement un avion de chasse tandis que le Burkina Faso aurait prêté « *un drone, ou au moins des munitions pour des frappes de drone* »<sup>11</sup>. Cette collaboration s'inscrit dans le cadre de l'Alliance des États du Sahel (AES) créée par le Mali, le Niger et le Burkina Faso en septembre 2023, avec pour objectif de lutter contre le terrorisme et les rebellions armées.

## Une guerre informationnelle ?

Il faut noter que la guerre opposant le Cadre Stratégique Permanent (CSP) aux Forces Armées Maliennes et leur partenaires prend un volet informationnel dans la qualification de l'ennemi mais aussi dans les remontées d'informations du terrain. Cela se traduit par une guerre du récit, des images mais aussi par la recherche de la visibilité internationale. Tout d'abord, nous faisons face à une guerre du narratif. Le premier amalgame réalisé par le gouvernement mais aussi repris sur les différents médias est celui d'assimiler les rebelles aux groupes djihadistes. Cela est facilité par l'alliance formée en 2012 par les mouvements rebelles et les groupes jihadistes (alliance qui avait échoué à cause de l'application de la charia dans l'Azawad). Dans sa lutte, le gouvernement malien n'hésite pas à qualifier les rebelles de « *forces du mal* ». En ajout de cela, nous observons une

---

<sup>11</sup> BACHÉ, David. « Comment le Niger et le Burkina Faso ont contribué à l'offensive de l'armée malienne sur Kidal ». RFI [en ligne], 17 novembre 2023 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20231117-le-niger-et-le-burkina-ont-légèrement-contribué-à-l-offensive-de-l-armée-malienne-sur-kidal>.

guerre des images et de l'information. C'est pourquoi les mouvements rebelles de l'Azawad se sont dotés de moyens de diffusion en créant en septembre la Cellule d'information et de communication des affaires militaires de l'Azawad, affichant les différents communiqués et bilans de l'armée azawadienne en français et en arabe. Sur X, les comptes militants indépendantistes de l'Azawad n'hésitent pas à utiliser la langue russe ou ukrainienne pour rechercher de la visibilité. Enfin, la Coordination des Mouvements de l'Azawad donne des preuves en temps réel de ses prises de guerre (notamment grâce à ses drones). Enfin, de nombreuses *fakes news* apparaissent afin de décrédibiliser l'ennemi. Nous remarquons un certain nombre de comptes X usant de la désinformation. Nous retrouvons par exemple sur les réseaux sociaux un profil reprenant la charte graphique de cellule d'information de communication de l'Azawad avançant que les soldats de l'Azawad ont pour « *partenaires* » les terroristes du JNIM (groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) et annonçant des pertes beaucoup plus importantes que celles du terrain. Enfin, les acteurs cherchent à mobiliser l'opinion internationale sur les réseaux sociaux en affichant leur soutien aux soldats ukrainiens (la lutte contre l'invasion russe faisant écho à la lutte des combattants de l'Azawad face au groupe Wagner). De même, les indépendantistes affichent leur soutien aux luttes palestiniennes.

## Quels changements de stratégie dans l'utilisation des vecteurs aériens ?

On observe un changement de stratégie dans l'utilisation des vecteurs aériens. En août 2022, le Mali recevait de la part de son partenaire russe deux hélicoptères et plusieurs avions d'attaque<sup>12</sup>. Cependant, en l'espace de trois semaines, nous dénombrons la perte d'un hélicoptère et de trois avions de chasse à cause des combats contre les divers groupes armés sahéliens. Face à ces pertes et aux difficultés de maintenance des appareils, les Forces Armées Maliennes se sont tournées vers l'utilisation de drones. Ces drones dont les régimes sahéliens sont friands (Burkina Faso, Niger, Togo) peuvent être

---

<sup>12</sup> Présidence Mali [en ligne]. X, 19 janvier 2023 [14/10/2024]. Disponible sur : <https://x.com/PresidenceMali/status/1616111932238356482>.

utilisés de diverses manières. D'abord, ils peuvent être utilisés dans des opérations de contre-terrorisme mais leur efficacité réelle est questionnable. En effet, les groupes terroristes et djihadistes sahéliens ont adopté des contre-mesures contre des drones plus discrets que les TB2 (tels que les *Predator* et *Reaper*). En ajout de cela, il y a des difficultés d'acquisition des cibles lorsqu'on a affaire à des conflits asymétriques ; ces difficultés sont renforcées par un manque de formation et d'expérience des armées locales dans l'utilisation des TB2, ce qui risque d'entraîner des bavures sur les civils. À l'inverse, les TB2 offrent un moyen de reconnaissance aérien de longue durée et un moyen d'appui pour un déploiement réactif dans une zone de combat claire, où l'ennemi est aisément identifiable. C'est ce qu'il s'est passé lors de la prise de Kidal et ce qui explique en partie la défaite des rebelles. C'est dans cette dynamique que le 4 janvier 2024, le Mali accusa réception de six nouveaux drones<sup>13</sup> de type TB2.



*Drone TB2 de fabrication turque<sup>14</sup>*

<sup>13</sup> « Mali : des drones turcs Bayraktar livrés à la junte au pouvoir ». *Le Figaro* [en ligne]. 4 janvier 2024 [consulté le 14/10/2024]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/mali-des-drones-turcs-bayraktar-livres-a-la-junte-militaire-20240104>.

<sup>14</sup> *Bayraktar TB2 Ground*, Bayhaluk, 29 avril 2016 [14/10/2024]. Disponible sur : [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Bayraktar\\_TB2\\_Ground.jpg](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Bayraktar_TB2_Ground.jpg).

## Quel futur pour les rebelles ?

Défait militairement, le Cadre Stratégique Permanent a dû revoir sa stratégie militaire et reconstituer ses forces. Ses unités parties en brousse restent mobiles et discrètes pour éviter les drones. Il se pose alors la question de leur futur. Nous savons que dans la région se trouve le JNIM, et bien que les dirigeants du CSP refusent l’alliance avec ce groupe, la question continue de faire débat en interne. Le Cadre Stratégique Permanent essaye alors de mobiliser d’autres leviers tel que le soutien international : ils dénoncent les exactions de l’armée malienne et de Wagner contre les populations civiles. La recherche de soutiens ne se limite pas aux seuls champs diplomatiques et militaires. Elle s’applique aussi sur le terrain politique. Nous savons par exemple que depuis la Côte d’Ivoire, le président du parti Sadi menacé de dissolution, Oumar Mariko, plaide pour un front politique incluant les rebelles du Cadre Stratégique Permanent.

